

Aux Personnels du ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative

Sommaire

p1-2/ Compte-rendu CTPM
P3-4-5-6-7/ Documents fournis lors du CTPM
p8/ Communiqué commun appel pour le 1er mai 2009

Composé et imprimé
au siège de l'Union Nationale
55, rue Pixérécourt
75020 Paris
Tél : 01 46 36 76 93
Fax : 01 46 36 42 63
N° CPPAP : 1009 S 07034
Directeur de la publication
Richard Viallet
atoss.cgt@wanadoo.fr
www.cgt-atoss.org

COMPTE RENDU DU CTPM DU 31 MARS 2009

Début des travaux à 14 h 30

Les travaux s'ouvrent sur la proposition de décret portant dissolution des CREPS d'Ajaccio, d'Houlgate, du Limousin, de Macon, de Picardie, de Franche-Comté.

Après présentation des textes, l'administration informe que la dissolution des six établissements sera effective au premier septembre et que l'agent comptable aura quatre mois pour procéder à la liquidation.

Les organisations syndicales font remarquer plusieurs points :

- Les quatre mois prévus sont un peu court, ne peut-on pas prévoir plus de temps ?

- Quels moyens humains seront mis à disposition de l'agent comptable pour l'aider dans ses tâches.

- Si le ministère veut que les établissements soient repris, il faut laisser des personnels afin de procéder à la maintenance. Montry montre bien l'échec après trois ans sans maintenance il n'y a plus d'espoir de reprise par des collectivités locales.

- Contrairement à ce qui avait été annoncé nous n'avons jamais reçu les critères d'évaluation des CREPS.

- Le SGPEN-CGT montre que les personnels TOS seront les plus touchés par ces fermetures car ce sont les seuls à n'avoir pas de reclassement systématique.

L'administration indique que la période de liquidation pourra être allongée de deux mois mais que si quatre mois étaient suffisants c'était bien. L'administrateur sera appuyé par le Contrôleur Financier ainsi que par le Directeur Régional. Pour les critères ils seront mis en ligne demain.

La future DRH Mme Kirry annonce :

- Chaque personnel sera suivi individuellement et qu'il n'y aura pas de rupture de salaire.

- Si un personnel n'est pas reclassé il continuera à être payé le temps de trouver une solution. En tant que DRH, je les connaîtrai nominativement.

- Pour le reclassement il faut trouver le bon niveau qui semble être le centre de gestion départemental des collectivités territoriales car il y a sûrement des vacances sur des postes existants.

Un expert du SGEN-CFDT personnel de l'INSEP indique que :

- Lors de la privatisation de l'INSEP avec le PPP (Partenariat Public Privé) il y a eu le départ

d'un tiers des personnels principalement des ATEC.

- La première phase de reclassement a été gérée par une cellule locale sans effet.

- La deuxième phase a été gérée par une mission interministérielle de reclassement, 80 % des personnels ont été reclassés.

- La troisième phase retour à la cellule locale 14 agents ne sont toujours pas reclassés.

- Il faut aussi comprendre que pour un agent de catégorie C la mobilité est bien plus dramatique que pour un cadre A.

L'administration annonce la mise en place d'un groupe de travail issu du CTPM comme celui du 17 mars pour suivre le processus de reclassement des personnels.

Les organisations syndicales posent la question sur le devenir des CEPI, regarder le rôle actuel afin de définir de meilleures modalités d'exercice de ces fonctions.

L'administration répond que la dissolution des CREPS ne correspond pas à l'abandon des missions, pour Ajaccio il y aura la mise en place d'une maison des sports et elle travaille à un scénario de reprise, restructuration n'est pas fermeture, il y aura la possibilité pour certains personnels de garder leurs postes.

Les organisations syndicales dénoncent la précipitation à dissoudre s'il y a des négociations. L'administration demande que le vote ait lieu avant de continuer le débat sur les reclassements. 9 CONTRE pour les syndicats (représentant FO absent) : 5 UNSA ; 2 FSU ; 1 SGEN-CFDT ; 1 CGT

10 POUR de l'administration

L'administration annonce les amendements des textes suite à la réunion de travail du 17 mars :

- La prime de restructuration est portée de 8 000 à 9 000 euros.

- La majoration par enfant à charge est élargie aux personnes à charge.

- Il n'y aura pas d'effet rétroactif mais il y aura une étude des cas des personnels ayant mutés avant restructuration (INJEP).

En cas de changement de résidence familiale la prime reste de 12 000 euros et pour les agents

mutés ou déplacés qui subissent une baisse de leur rémunération ou une perte d'avantage en nature, la prime reste de 15 000 euros. Le cumul des primes ne pouvant excéder 15 000 euros.

La prime de départ volontaire est maintenue à un douzième du traitement annuel multiplié par le nombre d'années d'ancienneté limité à 24 douzième.

Les organisations syndicales demandent que soit mis en place un suivi d'attribution des primes. Elles demandent pour les personnels qui doivent justifier d'un an d'ancienneté pour bénéficier des primes que soit précisée la date de prise en compte. Elles demandent que les personnels attendent la parution des textes pour faire une demande de mutation et que l'administration publie les textes le plus vite possible pour que les personnels profitent des mouvements.

L'administration précise que toutes les primes versées seront autofinancées par le ministère et prélevées sur le chapitre 2.

Passage au vote

Prime de restructuration :

L'UNSA ne prend pas part au vote

La FSU rejoint UNSA

La CGT et la CFDT se rallient par solidarité

10 votes POUR de l'administration

Prime de départ volontaire :

L'UNSA ne prend pas part au vote

La FSU rejoint UNSA

La CGT se rallie par solidarité

La CFDT vote CONTRE

10 votes POUR de l'administration

L'administration nous présente le schéma d'emploi pour 2009. Celui-ci laisse apparaître la suppression de 134 emplois qui se décomposent ainsi :
- administration centrale : 13 administratifs
- services déconcentrés : 36 administratifs
- établissements : 85 emplois

Les organisations syndicales dénoncent unanimement la position bon élève du ministère dans l'application de la RGPP qui en faisant du zèle se pénalise. Le SGPEN-CGT dénonce le fait que se soit les ATOS qui encore une fois trinquent.

L'administration prend note et nous signale que le schéma des emplois nous a été transmis pour information et qu'il n'y aura pas de vote.

Fin des travaux à 19 h

Serge LAURENS

SITUATION DES EMPLOIS AU PAP 2009-04-03

6 814 ETPT (équivalents temps plein travaillés)

Correspondant à un ajustement de – 230 ETPT appliqué au plafond 2008 (7 044 ETPT) et s'analysant comme suit :

- correction technique du plafond de 96 ETPT,
- extension en année pleine de mesures décidées en 2008 pour 45 ETPT,
- accélération des départs prévus (–33 ETPT) dans le cadre du PPP de l'INSEP,
- suppression de 38 ETPT au titre du schéma d'emplois 2009,
- autres ajustements (PPP INSEP et transferts) pour 18 ETPT.

RÉPARTITION DE L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS 2009

. Prévision : prévision au PAP 2009 de – 114 emplois au 1^{er} septembre soit – 38 ETPT liés à la mise en œuvre de la RGPP

. Le calendrier de mise en œuvre des mesures permet un ajustement à – 134 emplois, qui se décompose à ce stade ainsi :

- . Administration centrale : - 13 administratifs
- . Services déconcentrés : - 36 administratifs
- . Etablissements : - 85 emplois

Cette évolution permettra le financement des mesures d'accompagnement des restructurations.

RÉPARTITION PAR SERVICES

. Administration centrale : - 13 administratifs, évolution rendue possible par la fusion des deux directions d'administration générale et le redéploiement des effectifs de l'ex-DVAEF

DRHACG : - 8

DJEPVA : - 4

DS : - 1

. Services déconcentrés : - 36 administratifs, évolution rendue possible par la réforme de l'administration territoriale.

. Etablissements : - 85 emplois, évolution rendue possible par la restructuration du réseau des CREPS (Administratifs : - 32, TOS : - 44, personnels de direction ou PTP : - 9).

L'ensemble des personnels font l'objet d'un suivi individualisé pour retrouver une affectation adaptée.

SCHÉMA DE RECRUTEMENT POUR 2009 (I)

. Les trois impératifs qui ont déterminé le schéma de recrutement 2009 :

- Organiser un premier concours de CTPS après une période de recrutement dans ce corps par voie d'intégration directe.
- Ouvrir en 2009 un concours de CEPJ en apportant au secteur de la cohésion sociale les ressources qui lui sont nécessaires.
- Organiser le recrutement de professeurs de sport en privilégiant l'option CTS.

. L'absence de recrutement d'IJS se justifie par le souci de traiter d'abord la situation des agents sur emplois fonctionnels.

SCHÉMA DE RECRUTEMENT POUR 2009 (II)

- . Les trois options de recrutement prévues en 2009 :
 - Les détachements et les recrutements au titre des priorités gouvernementales :
 - . Détachements : 7 (PS : 5 et CEPJ : 2)
 - . Priorités gouvernementales : travailleurs handicapés : 10 (5 PS et 5 CEPJ), militaire-loi 70-2 : 1 PS, seconde carrière enseignant : 1 PS et 1 CEPJ.
 - Le recrutement d'agents sur listes complémentaires des concours 2008 : 5 PS (option CAS)
 - Le recrutement par concours : 20 CTPS sport et 5 CTPS jeunesse, 58 PS (option CTS) et 17 CEPJ

- . Les secteurs bénéficiaires :
 - Sport : 95
 - Jeunesse : 30

Contacts : Serge LAURENS, Responsable National du Collectif Sports, Membre titulaire CGT au CTP Ministériel - CREPS de Toulouse. Adresse mail : serge.laurens@yahoo.fr - Téléphone 05 61 21 12 71 (mercredi-jeudi-vendredi).
Tous les jours l'UN-SGPEN-CGT au 01 46 36 76 93 ou par mail à ATOSS.CGT@wanadoo.fr

**« Pour continuer à avancer ensemble, pour être mieux organisés,
pour agir et gagner, renforcer le syndicalisme CGT, j'adhère à la CGT-ATOSS »**

Nom/Prénom Fonction

Grade Echelon

Adresse de l'établissement ou du service

Code postal Ville

Signature

À retourner à l'Union Nationale des SGPEN-CGT - 55 rue Pixérécourt - 75020 PARIS.

Vous pouvez également adhérer en ligne sur www.cgt-atoss.org

**Effectifs réels des établissements :
CREPS dont les fermetures sont prévues au 01/09/2009**

| REGION | CREPS : | Total effectifs réels en décembre 2008 : | |
|---|----------|--|--|
| CORSE | CRO20 | 38 | dont 27 sur budget Etat et 11 sur ressources propres |
| BASSE-NORMANDIE | CRO14 | 42 | dont 32 sur budget Etat et 10 sur ressources propres |
| FRANCHE-COMTE | Besançon | 17 | |
| | Chalain | 27 | |
| TOTAL FRANCHE-COMTÉ | | 44 | |
| LIMOUSIN | CRO87 | 16 | dont 14 sur budget Etat et 2 sur ressources propres |
| PICARDIE | CRO80 | 12 | dont 5 sur budget Etat et 7 sur ressources propres |
| RHONE-ALPES | CRO71 | 43 | |
| TOTAL EFFECTIFS PHYSIQUES CONCERNES PAR CES FERMETURES | | 195 | |

Statistiques fermetures des CREPS au 01/09/2009

Statistiques effectifs réels en décembre 2008 :

Effectifs réels des établissements : 195 dont 123 titulaires et 72 agents non titulaires.

| Personnels issus des «corps spécifiques» JS : | | | | | | | | | | |
|---|---------------------|---------------------------|------------------------------|-------------------|-------------------|---|--------------------------|-----------------|-------------------|---|
| Total PTP JS | 62 | | | | | | | | | |
| Sous-total statut : | Statut : | | | | | | | | | |
| | Titulaires | | | | | | | | | Nom titulaires |
| | 47 | | | | | | | | | 15 |
| Sous-total corps/ fonctions | Corps / fonctions : | | | | | | | | | Natures des contrats / fonctions : |
| | IJS | | | CTPS | | | PS | | CEPJ | Contrats formateurs/entraîneurs/ coordinateurs pédagogiques : |
| | IJS / Directeurs | IJS / Directeurs adjoints | IJS / Resp.sport/éduc./inser | CTPS / Directeurs | CTPS / Formateurs | Cons territ des APS détachés/directeurs | PS / directeurs adjoints | PS / formateurs | CEPJ / formateurs | |
| | 3 | 2 | 1 | 2 | 1 | 1 | 4 | 27 | 6 | 15 |

| Personnels ATOSS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------|-----------------|-----------------|-----------------|--------------------------|---|---|------|----|----|------------------|-----------------------------|---------------------------------|----------------------------|------------------|--------------|
| Total ATOSS | 133 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous-total statut : | Statut | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Titulaires | | | | | | | | | Non titulaires : | | | | | | | | | | | |
| | 76 | | | | | | | | | 57 | | | | | | | | | | | |
| Sous-total corps/fonctions | Agents comptables : | | | | | | | | | Adm. de catégorie B et C | | | TOSS | | | Contrats / Adm : | Contrats / Animaux de vie : | Contrats / Maître d'inter-nat : | Contrats / Surveil-lants : | Contrats / TOS : | Pas d'indice |
| | 6 | | | | | 26 | | | | 44 | | | | | | | | | | | |
| | APAENES/agent comptable | ADAE-NES/agent comptable | APASU/agent compt. | AASU/agent compt. | CASU/agent compt. | SASU / Adm. | AGT ADM / Adm : | ADJ ADM / Adm : | ADJ TEC / TOS : | | | | | | | | | | | | |
| | 1 | 2 | 1 | 1 | 1 | 8 | 8 | 10 | 44 | 20 | 2 | 3 | 2 | 19 | 11 | | | | | | |

**Effectifs réels des établissements :
CREPS dont les fermetures sont prévues au 01/09/2009**

| REGION : | CREPS | Personnels Educ.Nale. | | | Personnels Jeunesse&Sports | | | | | Contractuels : | | | | | | Total contractuels : |
|--|----------|-----------------------|-------|---------------|---|----------|------------------------------|-------------|--------------|---------------------------|--------|--------------|-----------------|---|---|----------------------|
| | | Adm | TOS : | Total ATOSS : | Direction - Dir et Dir adjoint / Inspect. | Jeunesse | Sports (avec P EPS détachés) | TOTAL J&S : | Total Fonct. | Fonctions adm. techniques | dont : | | Fonctions PTP : | | | |
| | | | | | | | | | | | CDI | CDD | | | | |
| CORSE | CRO20 | 5 | 11 | 16 | 2 | 2 | 5 | 9 | 25 | 9 | 4 | 5 | 4 | 2 | 2 | 13 |
| BASSE-NORMANDIE | CRO14 | 6 | 12 | 18 | 2 | 1 | 6 | 9 | 27 | 13 | 0 | 13 | 2 | 0 | 2 | 15 |
| FRANCHE-COMTE | Besançon | 1 | 0 | 1 | 1 | 1 | 3 | 5 | 6 | 5 | / | / | 6 | / | / | 11 |
| | Chalain | 4 | 9 | 13 | 2 | 0 | 4 | 6 | 19 | 7 | / | / | 1 | / | / | 8 |
| Total Franche-Comté | | 5 | 9 | 14 | 3 | 1 | 7 | 11 | 25 | 12 | / | / | 7 | / | / | 19 |
| LIMOUSIN | CRO87 | 5 | 0 | 5 | 2 | 1 | 3 | 6 | 11 | 3 | 0 | 3 dont 2 CAE | 2 | 0 | 2 | 5 |
| PICARDIE | CRO80 | 2 | 0 | 2 | 2 | 0 | 1 | 3 | 5 | 7 | 1 | 6 dont 1 CAE | 0 | 0 | 0 | 7 |
| RHONE-ALPES | CRO71 | 9 | 12 | 21 | 2 | 2 | 5 | 9 | 30 | 13 | 0 | 13 | 0 | 0 | 0 | 13 |
| Total effectifs physiques concernés par ces fermetures | | 32 | 44 | 76 | 13 | 7 | 27 | 47 | 123 | 57 | 5 | 40 | 15 | 2 | 6 | 72 |

APPEL UNITAIRE POUR LE 1ER MAI

UN NOUVEAU TEMPS FORT DE MOBILISATION

«Faire du 1er Mai un nouveau temps fort de mobilisation»

Communiqué commun des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA.

L'augmentation du nombre de chômeurs, la baisse significative de la consommation, l'incertitude grandissante sur l'activité des entreprises témoignent de la gravité de la crise qui frappe un nombre croissant de salariés sans que nul ne puisse aujourd'hui en prédire la durée.

Les mobilisations viennent d'obliger le gouvernement à agir sur les stock-options et les rémunérations exceptionnelles des dirigeants d'entreprise lorsque ces dernières ont reçu des aides publiques directes. Sur la question de la redistribution des richesses produites, le décret annoncé bien qu'insuffisant est un début de remise en cause du système actuel. Elle laisse cependant de côté l'essentiel des revendications du 5 janvier 2009 portées par les mobilisations du 29 janvier et du 19 mars 2009.

Gouvernement et patronat doivent rapidement mettre en œuvre les mesures déjà prises et engager les négociations et les concertations pour répondre à l'ensemble des revendications.

C'est pourquoi, dans la suite des journées du 29 janvier et du 19 mars et dans ce contexte exceptionnel, les organisations syndicales s'entendent pour faire du 1er Mai un nouveau temps fort de mobilisation pour peser sur le gouvernement et le patronat.

Elles appellent leurs organisations locales à rechercher les modalités appropriées pour réussir cette journée de revendication syndicale en tenant compte des situations locales.

Pour préparer le 1er Mai, elles conviennent de faire du mois d'avril un mois de mobilisations ponctué d'initiatives visant à soutenir les actions engagées et à organiser les solidarités.

En fonction des réponses du gouvernement et du patronat, les organisations syndicales débattront lors de leur prochaine rencontre des nouvelles initiatives (grève interprofessionnelle, manifestations, mobilisations un samedi...)

Une prochaine réunion est d'ores et déjà fixée au 27 avril.

Le 30 mars 2009